



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

sommaire

Page 1 :
CÔTE D'IVOIRE : DERRIÈRE LA
VISITE DE GISCARD : LE PILLA-
GE IMPÉRIALISTE

Page 4 :
MALI : MOUSSA TRAORE CHERCHE
UNE "RECONCILIATION" POUR
GARANTIR SA DICTATURE.

Page 5/6
SENEGAL :
-IL Y A DE L'ARGENT POUR
LES PRISONS, PAS POUR
LES HOPITAUX
-SENGHOR-LE-DICTATEUR
JOUÉ AU DEMOCRATE DU DI-
MANCHE

Page 7 :
TUNISIE : LUTTE DE CLIQUES
ET LUTTE GREVISTE DES TRAVAILLEURS

Page 8 :
RHODESIE : QUI A LES ARMES
A LE POUVOIR. MAIS QUI A
CES ARMES ?

Page 11 :
"AFRIQUE EN LUTTE" CONTRI-
BUE A LA "CONSCIENCE NOIRE"
EN LAISSANT DE CÔTE LA
CONSCIENCE DE CLASSE

prix: 1 Franc

N° 57 - 16 janvier 1978

CÔTE D'IVOIRE
derrière la visite
de Giscard:
le pillage impérialiste

Giscard vient de rentrer d'une visite de cinq jours en Côte d'Ivoire. D'après la grande presse, il a reçu la plus grande réception qu'un chef d'Etat français ait reçue en Afrique. "Fraternité Matin", le journal d'Houphouët, est allé jusqu'à dire que si Giscard passe cinq jours en Côte d'Ivoire c'est à cause de "l'amitié et de la considération particulière qu'il accorde à la Côte d'Ivoire et à son chef". Laissons les valets louer leur chef.

.../...

Giscard en tout cas ne manque pas de cynisme quand il affirme souhaiter que les problèmes entre africains soient réglés pacifiquement par les africains eux-mêmes. L'armée française n'est-elle pas intervenue au Gabon, au Tchad, au Zaïre et tout récemment au Sahara pour maintenir les dictateurs en place ?

La visite de Giscard est celle du gendarme dans sa chasse gardée. La France est le premier acheteur et le premier fournisseur de la Côte d'Ivoire. Une grande partie des investissements est aux mains de trusts français. La SCOA détient 60 % des capitaux investis dans l'ananas, 64 % de ceux du secteur caoutchouc, 100 % de l'industrie du bois... etc. Au total 40 % des investissements industriels proviennent de capitaux français.

En 1977, les firmes françaises telles que Saviem, Thinet, Dumez, Pont à Mousson, Spies Batignolles, CGEE, Jeumont, Fougerolles, Babcock ... ont signé des contrats pour une valeur totale de plus de 2 milliards de FF avec l'Etat ivoirien. Il est donc tout à fait normal que Giscard, l'homme de la grande bourgeoisie, aille inspecter ce fructueux marché. D'autant plus qu'il y a dans la région une concurrence accrue des investisseurs allemands, japonais et américains. L'impérialisme français cherche à avoir des serviteurs dociles en Afrique. C'est la signification de l'éviction de Konan Bédié et de M. Diawara, lors du remaniement ministériel de juillet 1977. Konan Bédié était jugé trop perméable aux sirènes américaines. (Il est actuellement adjoint de Mac Namara, à la Banque Mondiale). La présence d'hommes dociles dans les ministères facilite la signature des contrats.

Nous ne prendrons pour exemple que le cas du ministre de l'information, dont les représentants ont acheté du matériel pour la télévision ivoirienne à coup de millions tout en sachant que ce matériel serait inutilisable sur les installations en Côte d'Ivoire.

Mais le commis voyageur Giscard s'est aussi déplacé en tant que représentant du bloc occidental. Et à ce titre, il s'est adressé, au nom des Carter, Schmidt et autres à Houphouët. Ce dernier a, en effet, choisi de jouer à fond la carte du bloc occidental. Et toute la presse bourgeoise chante les progrès de ce pays sous-développé dont la politique présentée comme réaliste, aurait conduit à une stabilité et à un progrès cités en exemple.

Bien sûr, on peut parler de stabilité en Côte d'Ivoire. Car c'est un des rares pays en Afrique où il n'y a pas encore eu de coup d'Etat. Le régime en place depuis l'indépendance, bénéficie encore du prestige d'Houphouët, qui se présente toujours comme celui qui a défendu les planteurs pendant la colonisation. Ce monsieur a su jouer et continue d'ailleurs à jouer la carte du paternalisme en misant sur les sentiments des masses laborieuses, pour être considéré comme le "père de la nation".

Mais Houphouët a été élevé à l'école du colonialisme, il fut député français et même ministre. Et s'il a retenu une chose de ses maîtres, c'est cette vieille méthode de diviser pour régner. Non seulement il s'appuie sur certaines tribus contre les autres, mais la corruption est érigée en système, et tout est mis en œuvre pour attirer les intellectuels qui seraient tentés par la moindre opposition.

Cette apparente stabilité cache difficilement le caractère répressif de l'Etat. C'est ainsi que toute manifestation hostile au régime est interdite. Il n'existe aucune liberté, même pas celle de faire grève. Tout le pays est quadrillé par l'armée et la police, qui n'hésitent pas à intervenir pour réprimer toute tentative d'exprimer le mécontentement. Ainsi en Mars-Avril dernier, les paysans de l'Ouest du pays, qui paraissent vouloir vendre leurs récoltes à un meilleur prix au Libéria, ont vu leurs villages rasés par les unités ivoiriennes encadrées par l'armée française. Les étudiants qui contestent la politique du régime sont emprisonnés ou embrigadés de force dans l'armée. .../...

Quand au développement économique dont parle tant la presse, il n'est axé que sur les trois produits qui intéressent l'impérialisme : la café, le cacao et le bois. A titre d'exemple, le café et le cacao sont achetés au producteur à 180 F CFA le Kg (250 F CFA pour la campagne 77/78), alors que ces produits sont vendus à 1800 F CFA le Kg au cours mondial.

Tout cela amène des profits considérables aux trusts. Et naturellement, comme les bénéfices sont considérables, les miettes que ces trusts laissent au régime Houphouët sont importants. Cela permet à la Côte d'Ivoire d'afficher un budget de loin supérieur à celui de nombreux pays africains.

Il est vrai que la Côte d'Ivoire a relativement plus d'industries et de production agricole que les autres pays avoisinants. Mais toute son économie est fondée sur les intérêts des trusts internationaux, pas sur les intérêts de la population. Les capitaux y affluent dans certains secteurs parce que les profits y sont fabuleux. Une exploitation plus grande du bois ne représente en rien un développement. L'agriculture, elle, est complètement tournée vers les besoins des métropoles impérialistes en café, cacao, ananas ... etc, pas en légumes et en viande qui, pour le moment, ne sont pas sources de profits.

Une couche de la population a certainement profité du pillage impérialiste, il s'agit de personnes qui occupent des postes importants dans l'appareil d'Etat, et de la bourgeoisie locale. Tous ces gens ont associé leurs intérêts à ceux des trusts.

Pour les travailleurs et les paysans pauvres, c'est la vie chère et la misère. Toute l'économie est tournée vers les cultures d'exportation alors que c'est la pénurie pour les cultures vivrières : le riz manque souvent, ou est l'objet de la spéculation entre hauts fonctionnaires chargés de la distribution et gros commerçants.

On achète 3 bananes à 100 F CFA. Le sac de 70 Kg de riz vaut 12 000 F CFA alors que le SMIG est théoriquement fixé à 15 000 F CFA (Certains travailleurs ne touchent que 6 000 à 10 000 F CFA). De septembre 1976 à septembre 1977, les prix des produits de consommation courante ont augmenté de 28,3 %.

La prospérité relative de la Côte d'Ivoire est bien mince. Les richesses qui y restent sont en fait le petit bout des richesses colossales qui sont pillées par l'impérialisme. Et c'est pour assurer ce pillage que Giscard a rendu visite à son serviteur Houphouët Boigny.

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *
* *
*

M A L I

MOUSSA TRAORE CHERCHE UNE "RECONCILIATION" POUR MIEUX GARANTIR SA DICTATURE

Au Mali, Moussa Traoré a annoncé dans son message du nouvel an que tous les prisonniers politiques seront libérés, car selon lui, désormais tout le peuple malien est reconcilié.

Mais personne ne peut croire en la parole d'un dictateur comme Moussa Traoré sur la libération des prisonniers politiques. Il peut d'ailleurs classer les prisonniers comme il veut. Ceux qu'il ne veut pas libérer seront tout simplement considérés comme des "droits communs".

Quand à la "réconciliation nationale", c'est surtout une allusion à une réconciliation entre un certain nombre de membres de l'ancienne caste dirigeante modibiste et les nouveaux dictateurs de Koulouba (Palais présidentiel). Il semblerait en effet que les déclarations de Traoré signifient une certaine ouverture en direction des politiciens modibistes. Les militaires, passablement isolés, ont-ils besoin de politiciens pour les aider à encadrer leur régime ? Ou encore, maintenant que Modibo Kéita est mort, et qu'avec lui a disparu le porte drapeau incontesté du courant modibiste, pensent-ils se gagner une partie de ce courant ? Le fait est que les militaires se souviennent que près de 50 000 personnes ont manifesté, au moment de l'enterrement de Modibo pour condamner le régime de Traoré.

Ce serait donc un avantage politique que de se concilier quelques anciens dignitaires du temps de Modibo Kéita. D'autant que le mécontentement ne s'est pas seulement manifesté à l'occasion de l'enterrement. Dans la même année, la majorité des étudiants et des élèves est descendue dans les rues de Bamako pour dénoncer la politique de discrimination et de sélection dans l'enseignement. Cela a abouti à des arrestations massives dans le milieu de la jeunesse scolaire.

L'ouverture en direction des modibistes vient après une longue période de répression. Les militaires au pouvoir n'ont pas toléré longtemps l'existence d'organisations qui auraient pu servir de pôle d'opposition. D'autant plus que la direction des organisations en place était en général tenue par les partisans de Modibo Kéita, renversé par l'armée.

En 1970 par exemple, les dirigeants syndicaux ont manifesté leur opposition et leur refus d'intégrer ce régime en refusant d'aller représenter le Mali à la conférence des syndicats panafricains au Caire. Pour faire face à cette opposition syndicaliste, le gouvernement de Moussa Traoré n'a pas trouvé d'autre solution que de jeter les dirigeants syndicaux en prison et d'embrigader ce syndicat par la suite.

Depuis, le Comité Militaire a dissout toutes les organisations politiques qui existaient sous le régime non moins dictatorial de Modibo. Ce Comité Militaire a embrigadé toutes les autres organisations comme l'UNTM (Union Nationale des Travailleurs du Mali) ou encore l'UNFM (Union Nationale des Femmes du Mali).

Depuis le fameux référendum de juin 1974, le régime de Bamako a annoncé la création d'un parti unique que tout le monde connaît aujourd'hui sous le nom de UDPM (Union Démocratique du Peuple Malien). Mais voilà déjà 4 ans que l'UDPM, malgré toutes les propagandes de Traoré, n'est pas encore mis sur pied. C'est donc pour accélérer sa

.../...

besogne que le régime de Bamako cherche à se réconcilier avec certains membres de l'Union Soudanaise RDA. D'ailleurs certains sont intégrés, comme par exemple M. Louis Negre, ancien ministre des finances de Modibo qui, aujourd'hui, a de hautes responsabilités dans le gouvernement de Traoré.

L'ouverture en direction des modibistes sera-t-elle couronnée de succès ? Nous ne pouvons évidemment pas le savoir. Cela dépend de ce qu'offrent les militaires à ceux qui les rallieraient. Cela dépend encore des calculs que font les dirigeants modibistes sur la solidité et la pérennité du régime des colonels. En outre, le régime étant ce qu'il est, c'est-à-dire une dictature sanglante, rien ne garantit les oppositionnels ralliés contre la menace de se retrouver de nouveau en prison demain.

Ce qui est en tout cas sûr, c'est que de tels ralliements sont possibles. Entre les militaires aujourd'hui au pouvoir, et ceux qu'ils en avaient chassés, les différences ne sont pas bien grandes, mis à part le fait que les premiers portent des galons et que les seconds sont civils.

Ce qui est encore sûr, c'est que même si une telle "réconciliation" entre anciens adversaires a lieu, le régime restera aussi dictatorial. Une dictature militaire, même accouplée à une dictature façon Modibo Kéita, n'enfantera certes pas de libertés pour la population.

!!

Sénégal

IL Y A DE L'ARGENT POUR LES PRISONS, PAS POUR LES HOPITAUX

L'hôpital Le Dantec, l'un des plus grands hôpitaux de Dakar, risque l'asphyxie car il manque de matériel et de médicaments.

L'Etat de Senghor est avare pour Le Dantec. De 1962 à 1977, le budget-médicaments de cet hôpital est passé de 140 à 112 millions CFA.

Cela n'est pas dû à un manque d'argent, car en 1977 le gouvernement a consacré 3 milliards CFA pour construire une prison à Thiès.

Mais c'est dans la logique des choses que ce gouvernement qui opprime les petites gens, s'occupe plus des prisons que de la santé de la population.



SENGHOR-LE-DICTATEUR JOUE AU DEMOCRATE DU DIMANCHE

La demande de légalisation du RND (Rassemblement national Démocratique), parti de Cheick Anta Diop, a été rejetée par l'administration de Senghor. Ce dernier a invoqué la constitution de 1976, qui n'autorise que trois tendances politiques au Sénégal ; et toutes ces tendances seraient déjà attribuées :

- le "socialisme démocratique", adjugé au PSS de Senghor
- le "libéralisme démocratique", adjugé au PDS de Abdoulaye Wade
- le "marxisme-léninisme", adjugé au PAI de Majhemout Diop.

Et comme toutes les places de ce cinéma sont prises actuellement, le RND n'a pas encore pu y entrer.

A première vue, le refus de Senghor peut paraître étonnant parce que Cheick Anta Diop est un politicien très modéré, et que le régime admet plusieurs partis officiels. En effet, par rapport aux autres chefs d'Etat africains, Senghor se targue de construire un régime démocratique, avec un système parlementaire. Cela prouve seulement que l'Afrique vit sous des dictatures féroces.

Mais le refus de légalisation du RND n'est pas étonnant. Le nombre de partis ayant droit d'existence au Sénégal est décidé selon le bon vouloir de Senghor. Il fixe même les étiquettes de ces partis comme on colle des étiquettes sur des jouets. Ailleurs il y a un seul parti unique, au Sénégal il y a trois partis uniques...pour le moment, et il y en aura quatre quand monsieur Senghor le décidera.

Et pour le reste il n'y a pas de grande différence avec les régimes voisins. C'est l'intimidation et la répression que Senghor réserve à tous ceux qui osent manifester leur opposition au régime. Rappelons les emprisonnements subis par les militants qui ont publié le journal "Xare-bi". Des milliers de personnes réduites au chômage sont obligées de s'en sortir par des expédients de toutes sortes : colporter, mendier...etc. La seule chose que leur réserve Senghor, c'est la police, parce que les colporteurs concurrencent les gros commerçants, et parce qu'il préfère cacher la misère aux touristes plutôt que de la combattre.

Et dans une telle dictature, il a suffi que le RND tienne quelque peu un langage oppositionnel pour qu'il soit écarté un moment.

Senghor a justifié son refus de reconnaître le RND, en invoquant la constitution. Cela montre seulement que la constitution est décidée par lui et ses fonctionnaires, dans leur propre intérêt et celui des riches. D'ailleurs, selon les circonstances, ils savent la ranger dans leurs tiroirs, ou la changer. Par exemple, Senghor a aussi refusé la reconnaissance du MRS (Mouvement Républicain Sénégalais), parti ouvertement de droite, mais il a déjà affirmé qu'il pourra éventuellement le faire après les élections.

Dans son désir de singer les systèmes politiques occidentaux, Senghor a sans doute remarqué qu'il lui manquait un parti de droite !

Que Senghor joue avec trois partis ou avec quatre, il reste un dictateur.

Tous les partis devraient pouvoir exister et défendre librement leur point de vue. Mais si les travailleurs n'attendent pas cela de Senghor, ils ne doivent pas non plus compter sur les autres partis pour conquérir pour eux le droit de s'exprimer. Ils devront construire leur propre parti -un parti communiste révolutionnaire- et se battre pour lui assurer l'existence.



TUNISIE : lutte de cliques et lutte gréviste des travailleurs

A la fin du mois de décembre, en Tunisie, le gouvernement de Bourguiba a été ébranlé par une série de grèves. Les mineurs de phosphates ont arrêté le travail. Les autorités ont cédé sur la plupart des revendications des mineurs. Peu après, les six milles employés et ouvriers du ministère de l'agriculture se sont mis en grève pendant vingt-quatre heures. Les cheminots se sont aussi lancés dans la lutte contre l'aggravation de leur situation.

Ce n'est pas nouveau, déjà en octobre dernier des travailleurs en grève à Ksar Ellal ont manifesté dans la rue ; le gouvernement de Bourguiba avait alors envoyé la police et l'armée contre les grévistes. Malgré cela les travailleurs de la mine, les ouvriers agricoles et les cheminots, loin d'être découragés, sont entrés en lutte, et cela dans un pays où le dictateur Bourguiba fait la pluie et le beau temps.

Tous ces mouvements démontrent que la classe ouvrière tunisienne est combattive. Même si ces luttes revendicatives sont plus ou moins contrôlées par la centrale syndicale UGTT (Union Générale des Travailleurs Tunisiens) dont les dirigeants sont liés à l'appareil d'Etat, les travailleurs tunisiens ne veulent pas accepter l'austérité et le blocage des salaires imposés par le gouvernement. En effet ce dernier a annoncé son 5ème plan qui doit assurer le "décollage économique" de la Tunisie jusqu'en 1981. Et l'UGTT avait garanti par un pacte qu'il n'y aura pas de revendications ouvrières dans l'effort de production accru qui s'en suivra.

Et cela ne peut que susciter la colère des travailleurs tunisiens. D'autant plus qu'ils mènent une vie difficile. 60 % des travailleurs vivent dans des logements sans eau ni électricité. Le minimum de salaire est de 280 FF par mois pour 48 heures de travail hebdomadaire.

Cette colère des travailleurs tunisiens se déroule dans une période de crise gouvernementale. La fin du règne du dictateur Bourguiba approche, du fait de son âge, 74 ans. Sa succession prochaine a déclenché des luttes de factions dans les hautes sphères de son gouvernement.

Le ministre de l'intérieur Tahar Belkhodja a été évincé. Plusieurs membres du gouvernement ont démissionné ou ont été poussés à la démission. De même Habib Achour, dirigeant de l'UGTT, a démissionné du bureau politique du PSD (Parti Socialiste Destourien). Tahar Belkhodja veut se donner l'image de partisan d'un certain libéralisme du gouvernement. Mais, ancien ministre de l'intérieur, il était responsable de la police. On peut donc facilement imaginer son libéralisme quand on sait ce que cela veut dire avoir la haute main dans la police du dictateur Bourguiba. En réalité il est plutôt un rival du premier ministre Hedi Nour, qui est un favori de Bourguiba.

Ce n'est pas la première fois que des hommes politiques sont écartés de la mangeoire gouvernementale. Déjà en 1970, Ahmed Ben Salah a été évincé du gouvernement, et en 1972, c'est Ahmed Mestiri, ancien ministre de la défense, qui a été écarté.

Dans le cadre de cette crise gouvernementale, le dirigeant de l'UGTT s'est permis quelques déclarations démagogiques envers les travailleurs. Il cherche à utiliser son crédit dans la classe ouvrière pour bien se placer dans la course à la succession de Bourguiba (pour lui-même ou pour un de ses amis politiques). En Afrique, ce n'est pas nouveau que le contrôle de l'appareil syndical serve de tremplin à l'accession aux postes gouvernementaux. En Guinée par exemple, Sékou Touré s'est appuyé sur l'appareil syndical.

Les travailleurs tunisiens n'ont rien à attendre de ce genre de dirigeants. Ils ne doivent compter que sur eux-mêmes. Les différentes grèves successives qui se sont déroulées ces derniers temps prouvent qu'ils ont la force d'avoir une autre politique.

RHODESIE

QUI A LES ARMES A LE POUVOIR .

MAIS QUI A CES ARMES ?

Ian Smith, chef du régime ségrégationniste de la Rhodésie, s'est prononcé récemment pour le principe de "un homme un vote", c'est-à-dire pour que le droit de vote soit reconnu à toute la population, aux noirs comme aux blancs. Rappelons que dans ce pays où il y a 6 millions d'Africains pour 280 000 habitants d'origine européenne, les droits politiques ne sont reconnus qu'à ces derniers.

Il aura fallu près de vingt ans de lutte ouverte de la population noire et une guérilla nationaliste permanente pour contraindre Ian Smith à cette déclaration.

Appliquée à la lettre, "un homme un vote" signifierait que la majorité électorale appartient à la majorité africaine, autrement dit, la fin du régime ségrégationniste. Mais manifestement, en reconnaissant un principe politique qu'il a toujours combattu, Ian Smith n'a pas encore signé la reconnaissance de sa défaite ; il veut seulement gagner du temps. D'un côté, le régime continue à se livrer à une politique de répression systématique et sanglante contre la population noire ; d'un autre côté, Ian Smith a assorti sa déclaration de principe de conditions d'application qui en vident tout le sens.

Tout d'abord, les élections seraient prévues pour dans cinq ans seulement (et rien ne garantit évidemment qu'elles auront lieu). A cela s'ajoutent des conditions préalables :

- attribution automatique de 1/3 des sièges au minimum aux députés blancs
- adoption d'un mécanisme de blocage contre les amendements à la constitution
- ministère de l'intérieur et forces armées sous le contrôle des fonctionnaires du régime.

Incapable de l'emporter contre la guérilla, Ian Smith tente de gagner du temps en engageant des pourparlers avec les organisations nationalistes les plus modérées. Mais il sait que la haine de la population africaine contre le système ségrégationniste est telle que même les organisations nationalistes les plus modérées ne peuvent aujourd'hui entrer en pourparler avec le régime que si celui-ci reconnaît, au moins verbalement, et au moins sous forme d'une déclaration de principe, les mêmes droits politiques formels aux africains qu'aux européens. D'où la concession de Ian Smith.

Les organisations nationalistes sont en désaccord face aux propositions de Ian Smith : les modérés étant pour accepter de négocier, les plus radicaux pour rejeter les propositions. Il y a actuellement plusieurs organisations nationalistes noires : celles de l'évêque Muzorewa, du pasteur Sithole, de N'Komo et de Mugabe. Toutes ces organisations sont nationalistes bourgeoises : c'est-à-dire que tout en ayant toutes les couches sociales derrière elles, à un degré ou à un autre, elles représentent les intérêts des privilégiés africains, pas ceux des travailleurs et des paysans pauvres. Ce sont les modérés comme Muzorewa et Sithole qui acceptent de négocier sur les bases des propositions de Smith. Ils invoquent le fait que Smith a reconnu ce qui était l'objectif du mouvement nationaliste, à savoir obtenir le suffrage universel, qui signifie en fait, l'accession des représentants de la majorité noire au pouvoir.

.../...

De leur côté, les nationalistes plus radicaux du Patriotic Front (N'Komo et Mugabe) refusent d'engager des discussions avec Ian Smith. Le Patriotic Front demande comme préalable aux négociations, la désagrégation de l'armée de Ian Smith pour la remplacer par sa propre armée qu'il a déjà mise sur pied. Il dénonce la tromperie des nationalistes modérés qui cautionnent l'opération de Ian Smith alors que le véritable pouvoir, celui des armes, reste aux mains des ségrégationnistes.

En cela le Patriotic Front a parfaitement raison. Le pouvoir ne se décide pas par des bulletins de vote. Qui a les armes a le pouvoir. Tant que ce sont les ségrégationnistes qui détiennent le contrôle des forces armées, parler de la fin de l'oppression raciale est une sinistre plaisanterie. Le régime de Smith ne mourra que lorsque son armée sera détruite ou disloquée. C'est sans aucun doute le Patriotic Front qui représente là, la politique nationaliste conséquente en posant comme principe que la lutte ne doit cesser que lorsque l'armée issue de la guérilla aura remplacé l'armée de la ségrégation raciale.

Mais ce qui, dans ce domaine, vaut dans les rapports entre communautés raciales, vaut également dans les rapports de classe. Là aussi, qui a les armes a le pouvoir.

Mais l'armée du Front n'est pas la force armée de la classe ouvrière de la Rhodésie, elle n'est pas l'instrument de son émancipation sociale. Elle est l'instrument des intérêts politiques généraux de la bourgeoisie noire rhodésienne. Contre le régime ségrégationniste actuellement en place sans doute, mais aussi, et dans le futur encore plus, contre les exploités rhodésiens eux-mêmes.

Cette armée fonctionne déjà comme l'armée de tous les autres Etats d'Afrique : une armée à l'écart de la population, incontrôlable par elle, et qui obéit uniquement aux chefs du Front. Les déclarations officielles de ces partis sont d'ailleurs souvent significatives. Le programme politique de la ZANU - traduit par le Comité Zimbabwe à Vanves - précise : "La ZANLA (Armée de Libération Nationale Africaine du Zimbabwe) constituera le noyau des forces armées du Zimbabwe. Elle sera une force puissante chargée de défendre la nouvelle nation et de continuer la lutte anti-impérialiste en Afrique."

Leur armée, N'Komo et Mugabe ne l'ont pas seulement conçue contre le régime Smith, ils l'utiliseront contre les travailleurs et les paysans pauvres qui essaieront de lutter aussi contre les exploités noirs.

Les nationalistes cherchent seulement à parvenir au pouvoir, en évinçant le régime ségrégationniste. Ils ne luttent pas pour la fin de l'exploitation en général. C'est pourquoi l'armée du Patriotic Front est un organe à part, incontrôlable par la population et aux ordres exclusifs des personnages comme N'Komo ou Mugabe, qui se préparent déjà à être les futurs Senghor ou Traoré du Zimbabwe.

L'histoire de l'Algérie et plus récemment, de l'Angola, l'a d'ailleurs montré une fois de plus. A la veille de l'indépendance, le F.L.N. avait même des unités entières stationnées aux frontières de l'Algérie, et prêtes à intervenir. Et elles sont intervenues : c'est de ces unités qu'a surgi le coup d'Etat de Boumediène. Agostinho Neto a aussi formé ses propres forces armées. Il affirmait à un journaliste dans un film sur la guerre d'Angola, qu'il n'était pas question pour le MPLA d'armer la population, et qu'il n'armait que ses propres forces armées, les FAPLA.

Les nationalistes ne veulent pas que les travailleurs s'arment indépendamment d'eux, car ils sont fondamentalement hostiles au camp des travailleurs. .../...

Aujourd'hui les FAPLA sont là pour réprimer les travailleurs et les paysans pauvres angolais quand ils essaieront de lutter contre l'exploitation. Elles ont, d'ailleurs, déjà servi contre les travailleurs des faubourgs de Luanda.

Que ce soit pour mettre à bas l'apartheid, comme en Afrique du Sud et en Rhodésie, que ce soit pour mettre fin à l'exploitation en général, les travailleurs devront s'armer. Mais il ne doit pas être question de former une caste militaire à part. Tous les travailleurs et paysans pauvres doivent s'armer là où ils sont, pour se défendre là où ils sont. Et il faut surtout qu'ils soient conscients qu'ils doivent mettre leur mobilisation armée au service d'une politique de classe, d'une politique qui soit la leur. Sinon la classe ouvrière et la paysannerie pauvre seront inévitablement grugées par des hommes qui ont peut-être la même couleur de peau qu'eux, mais qui les opprimeront et exploiteront tout autant que l'a fait le régime ségrégationniste.

Alors, les travailleurs révolutionnaires ne pourront que se réjouir de la chute du régime ségrégationniste en Rhodésie. Mais si l'armée de guérilla du Patriotic Front sera peut-être l'instrument du renversement de Ian Smith, non seulement elle ne sera pas l'instrument de libération sociale des travailleurs, mais, au contraire, elle sera le pilier de la future dictature que N'Komo, comme Mugabe feront peser sur la population.



"AFRIQUE EN LUTTE" CONTRIBUE A LA "CONSCIENCE NOIRE" EN LAISSANT DE CÔTÉ LA CONSCIENCE DE CLASSE

"Afrique en Lutte" publication exprimant le point de vue des militants proches du Secrétariat Unifié de la 4^{ème} Internationale, militant en direction de l'Afrique, consacre un article à la "conscience noire" dans son numéro de décembre 1977.

Dans cet article intitulé "contribution à propos de la conscience noire", après avoir longuement décrit les organisations constituant la "conscience noire", les camarades d' "Afrique en Lutte" terminent en se posant des questions : "contre qui se battre ? Quelle doit être la force dirigeante du processus de libération ? Quelle libération ? Pour l'indépendance nationale ou pour un régime de transition au socialisme ? Sinon comment articuler les deux processus ?"

On s'attend à ce que "Afrique en Lutte" donne ses réponses à toutes ces questions laissées selon elle, sans réponse par les organisations de la "conscience noire". Mais on ne trouve aucune réponse. Elle reproche, tout le long de son analyse, à ces organisations sud africaines de rester dans le silence, d'être ambiguës ainsi que d'avoir un "caractère flou". Mais elle-même reste muette sur les mêmes questions !

En se réclamant du trotskysme, "Afrique en Lutte" prétend représenter un point de vue prolétarien sur ce qui se passe en Afrique. Mais encore faut-il être digne de cette prétention, et de dire ce qu'on pense de ce que l'on voit.

Il est parfaitement légitime que, solidaire des luttes qui se déroulent en Afrique de Sud, "Afrique en Lutte" témoigne de sa solidarité à l'égard des hommes et des organisations qui dirigent ces luttes. Mais être solidaire ne signifie pas se taire, pas même par omission.

Le rôle des révolutionnaires prolétariens c'est de contribuer à donner une conscience de classe aux travailleurs. C'est en particulier les éclairer sur ceux qui prétendent les diriger, sur ceux qui prétendent représenter leurs aspirations. C'est de montrer aux travailleurs quels sont leurs ennemis et leurs faux-amis. Et c'est, surtout dans le cas des pays nationalement ou racialement opprimés, de mettre en garde les travailleurs contre le nationalisme et contre ceux qui présentent le nationalisme comme une politique correspondant aux intérêts des exploités, alors que c'est une politique bourgeoise.

En fait ce qu'"Afrique en Lutte" n'ose pas faire c'est appeler "chat" un chat. Elle n'ose pas qualifier les organisations nationalistes sud-africaines pour ce qu'elles sont : nationalistes bourgeois !

Pourtant la SASO (Organisations des Etudiants d'Afrique du Sud), principale organisation de la "conscience noire" et même à l'initiative de la création de ce mouvement en 1970, n'est pas du tout ambiguë dans ses déclarations. C'est ainsi que dans ses publications de mai-juin 1975, elle se déclare être pour une "totale identification avec la classe ouvrière" afin "d'articuler ses aspirations et ses sentiments de chaque jour" pour arriver ainsi à créer "le stimulant nécessaire à la galvanisation des aspirations nationales noires". Cela, afin de retrouver "l'identité noire", la "vérité noire", la "conscience noire", pour "unir tout le peuple".

La SASO se réclame donc d'une politique qui n'a rien de différent quant au fond, de celle du FRELIMO, du MPLA, et du PAIGC. C'est-à-dire une politique nationaliste bourgeoise. La SASO et le BPC (Black Peoples Convention), ont d'ailleurs organisé, le 25 septembre 1974, un "Rallye du FRELIMO" pour fêter la victoire du FRELIMO et pour prouver

qu'ils sont absolument d'accord avec ce dernier.

Parler de "nationalisme bourgeois" en parlant de ces organisations, écorcherait la langue des rédacteurs d'"Afrique en Lutte". Ce terme n'est ni une injure, ni une louange. Il désigne une politique; une politique qui, au nom des "intérêts nationaux", vise à enchaîner le prolétariat derrière les intérêts généraux de la bourgeoisie sud-africaine noire, c'est une politique qui est à l'opposé du communisme révolutionnaire.

La lutte d'émancipation nationale des noirs d'Afrique du Sud est aujourd'hui, humainement et politiquement sous la direction de la petite bourgeoisie estudiantine. Les organisations estudiantines nationalistes s'appuient sur l'aspiration légitime des travailleurs noirs de se débarrasser du régime de l'apartheid.

Certes, ces organisations sont plus radicales que leurs anciennes sœurs qui ont mené des luttes anti-apartheid pacifistes. Elles prônent aujourd'hui la lutte armée et professent un nationalisme virulent, refusant toute collaboration avec les blancs quelle que soit la situation sociale ou l'opinion politique de ces derniers. Et c'est ce radicalisme dans les moyens, c'est cette combattivité qui vaut aux organisations nationalistes la confiance d'un grand nombre de travailleurs.

Les nationalistes de la "conscience noire" incarnent une perspective qui vise l'accession au pouvoir politique de la bourgeoisie noire à la place de la bourgeoisie blanche. Mais ils arrivent d'autant plus à convaincre qu'ils représentent une politique correspondant aux intérêts de toute la population africaine, travailleurs compris. Dans la phase actuelle des luttes, les aspirations de la classe ouvrière et celles de la petite bourgeoisie se rejoignent car les luttes sont aujourd'hui orientées contre le système barbare qui humilie toute la population noire.

Mais socialement, les deux aspirations n'ont ni la même origine ni les mêmes perspectives. "Afrique en Lutte" ne le sait peut-être pas, mais les nationalistes de la conscience noire le savent très bien. Ils ont besoin de la force que le prolétariat sud-africain possède en lui-même, de par sa concentration dans les villes et de par son rôle de bataillon qu'il peut jouer en déclenchant des grèves et en manifestant dans les rues.

Voir des "ambiguïtés" dans cette politique, c'est faux et c'est tromper les autres. Et ne pas dire clairement que la "conscience noire" ne représente en rien le prolétariat et le socialisme (c'est le cas d'"Afrique en Lutte") c'est contribuer soi-même à noyer le prolétariat sud-africain dans les illusions qu'il peut avoir sur la "conscience noire". "Afrique en Lutte" cache la vérité en faisant croire que ces organisations nationalistes, à cause de la dynamique des luttes, deviendront, par un miracle, des représentantes des intérêts du prolétariat.

Toutes les spéculations d'"Afrique en Lutte" sur les "ambiguïtés" de la "conscience noire" laissent encore entendre que le nationalisme, à condition qu'il soit suffisamment radical, à condition qu'il entraîne de larges masses dans la lutte, peut déboucher sur la révolution prolétarienne.

Non, le nationalisme et le socialisme révolutionnaire ne représentent pas deux étapes, de deux degrés d'une même lutte. Ils représentent deux directions absolument différentes, opposées, pour la lutte qui se déroule en Afrique du Sud. La différence n'est pas de degré, c'est une différence de classe.

Le nationalisme ne conduit pas à la conscience de classe. Au contraire, il l'anéantit. Le prolétariat sud-africain, ne prendra conscience de ses intérêts de classe, il ne pourra postuler à la direction de la lutte d'émancipation nationale qu'en se battant contre le nationalisme. Cela ne peut se faire sans parti révolutionnaire prolétarien. C'est une vérité simple. Par opportunisme, par incapacité d'aller à contre courant, "Afrique en Lutte" préfère flatter les préjugés nationalistes et peindre le nationalisme

au lieu de le combattre.

Les révolutionnaires doivent bien sûr soutenir les organisations qui luttent contre l'apartheid, mais sans jamais cacher leur nature. D'ailleurs s'il existait une organisation révolutionnaire en Afrique du Sud, elle aurait peut-être à mener des actions concrètes avec la "conscience noire", mais cela ne veut sûrement pas dire qu'il faut taire et cacher (comme le fait "Afrique en Lutte") ce qu'on pense d'elle.

Un travailleur sud-africain ne trouverait aucune réponse à ses problèmes dans "Afrique en Lutte". Car celle-ci mène une politique opportuniste vis-à-vis des organisations petites bourgeoises de la "conscience noire".

Ce n'est pas la première fois que le courant politique incarné par "Afrique en Lutte" agit de la sorte. Il avait, en leur temps, présenté le FLN algérien, le FNL vietnamien, le MPLA, soit comme des organisations socialistes inconséquentes, soit encore comme des organisations qui "évoluaient" vers des positions révolutionnaires prolétariennes.

Mais ni en Algérie, ni ailleurs le nationalisme n'a enfanté une révolution prolétarienne. Il a enfanté partout des dictatures anti-ouvrières.

"Afrique en Lutte" cautionne, (si minime soit sa contribution) la politique des nationalistes en leur prêtant sa propre étiquette. Ce n'est pas de cette façon qu'elle contribuera en quelque ce soit à la formation de partis ouvriers révolutionnaires en Afrique.

Il ne faut pas que le prolétariat d'Afrique du Sud recommence la même triste expérience qui était celle des travailleurs de tant de pays colonisés, qui ont durement lutté, et souffrent pour se débarrasser de l'oppression nationale et qui, la lutte achevée, ont été soumis à une autre oppression par ceux-là-mêmes en qui ils avaient mis leur confiance.

Oui, les travailleurs d'Afrique du Sud ont à se battre contre l'infamie de l'apartheid, mais pas pour hisser au sommet des Boumedienne, des Kenyatta ou des Nkomo sud-africains. Et leur seule garantie, c'est de prendre eux-mêmes la direction de la lutte, de s'organiser, et de prendre eux-mêmes le pouvoir. Tout cela exige une conscience de classe et pas le "flou artistique" d'"Afrique en lutte".

000 000 000 000 000 000 000 000.000

CAMARADE, SI CE JOURNAL TE PLAÎT, FAIS-LE CIRCULER AUTOUR DE TOI !

Abonnements :

-FRANCE : ordinaire un an : 12 F
 sous pli fermé : 36 F

-AUTRES PAYS : écrire au journal

Adresser toute correspondance à : COMBAT OUVRIER BP 80 93300 Aubervilliers France
 en spécifiant : "pour le Pouvoir aux Travailleurs"

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.